



VF

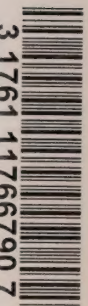
The Tax Court of Canada...

appealing your taxes

LIBRARY

JUL 9 1983

UNIVERSITY OF TORONTO



Canada

THE TAX COURT OF CANADA...

Appealing your taxes

Most Canadians accept the fact that they have to pay taxes. Taxes allow us to enjoy universal medical care, family allowances, old age assistance and much, much more. They also make possible the assistance the government provides to agriculture, business, industry, as well as many other services.

There are different kinds of taxes but the one most familiar to Canadian taxpayers is the tax on the income of individuals and corporations.

The *Income Tax Act* is administered by the Minister of National Revenue and sets out how your taxes are assessed. The Act tries to be as fair as possible but many of its provisions are open to questions of interpretation or application. For that reason, you may not always agree with the government's assessment of how much income tax you should pay. If that is the case, you are entitled to contest the assessment by serving a *notice of objection* to the Department of National Revenue within 90 days from the day on which the notice of assessment was mailed to you.

If your objection is not accepted, you may then appeal to the Tax Court of Canada.

WHAT IS THE TAX COURT OF CANADA?

The Tax Court of Canada replaces the Tax Review Board and has the status of any other court of law. This means that the Court sits as an impartial tribunal, completely independent of the government.

The Tax Court of Canada handles appeals from Canadians without formality; it does not require any special form of application and is not bound by any legal or technical rules of evidence.

WHERE AND HOW OFTEN DOES THE COURT SIT?

In order to be accessible to all Canadians, the Tax Court of Canada sits regularly in major cities across the country.

HOW DO I APPEAL?

Appealing to the Tax Court is easy. All you have to do is write to the Court Administration at 381 Kent Street, Ottawa, K1A 0M1, stating in general terms the reasons for your appeal and the relevant facts. No special form is required.

DO I NEED A LAWYER TO REPRESENT ME?

No. You may appear before the Tax Court in person or, if you choose, be represented by a lawyer or an agent. The agent can be a relative, a friend or any other person.

HOW MUCH DOES AN APPEAL COST?

You have nothing to pay when you file your appeal or at the time of hearing. If you need subpoenas, you may obtain them without charge from the Court clerk.

Even if you lose your appeal, you will not have to pay any court costs. You would be responsible of course for the fees charged by the lawyer or agent you may have chosen to represent you.

IF I LOSE MY APPEAL, WHERE DO I GO FROM THERE?

If the Tax Court of Canada dismisses your claim, you may appeal to the Federal Court of Canada.

DOES THE TAX COURT OF CANADA HAVE ANY OTHER DUTIES?

Most of the Tax Court's work consists of hearing appeals in Income Tax cases; however, the court also has jurisdiction to hear appeals on questions relating to unemployment insurance premiums, the petroleum and gas revenue tax as well as other matters.

WHERE CAN I GET MORE INFORMATION?

If you need more information, you may purchase a copy of the Act and rules from the Canadian Government Publishing Centre, Ottawa, Ontario, K1A 0S9 or from one of their authorized Bookstore Agents.

You may also obtain more information by contacting the Clerk's Office of the Tax Court of Canada at 381 Kent Street, Ottawa, K1A 0M1.



La Cour canadienne de l'impôt.... un appel



Canada

LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT...

UN APPEL

Les Canadiens reconnaissent qu'il faut payer des impôts. Grâce à l'impôt, nous bénéficions entre autres de la sécurité sociale, des allocations familiales, de la pension de vieillesse. Grâce à l'impôt, le gouvernement est en mesure d'accorder des subsides à l'agriculture, au commerce, à l'industrie et à de nombreux autres services.

L'impôt revêt de nombreuses formes, dont la plus importante est l'impôt sur le revenu des particuliers et des compagnies.

La *Loi de l'impôt sur le revenu*, dont l'application relève du Ministre du Revenu national, établit le mode d'imposition des diverses sources de revenu. La loi se veut aussi équitable que possible; il reste cependant que beaucoup de dispositions peuvent soulever des problèmes d'interprétation ou d'application. Aussi, il peut arriver que vous ne soyez pas d'accord avec le montant de la cotisation établie par le ministère du Revenu. Vous avez alors parfaitement le droit de contester cette cotisation. Pour ce faire, vous devez d'abord signifier au ministère un avis d'opposition dans les 90 jours de la date d'expédition par la poste de l'avis de cotisation.

Si votre opposition n'est pas acceptée, vous pouvez en appeler à la Cour canadienne de l'impôt.

QU'EST-CE QUE LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT?

La Cour canadienne de l'impôt remplace la Commission de révision de l'impôt et possède le statut d'une cour de justice. La cour est donc complètement indépendante du gouvernement.

La Cour canadienne de l'impôt entend les appels sans formalisme. Les appels présentés devant cette cour ne sont assujettis à aucune condition de forme et la cour n'est pas liée par les règles de la preuve.

QUAND ET OÙ LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT SIÈGE-T-ELLE?

Pour être plus accessible à tous les Canadiens, la Cour canadienne de l'impôt siège régulièrement dans les grandes villes du pays.

COMMENT EN APPELER DE VOTRE COTISATION?

La procédure est très simple: il s'agit d'exposer par écrit les faits et les raisons qui selon vous justifient votre appel. Aucune formule particulière n'est nécessaire.

Votre appel doit être envoyé au greffe de la Cour canadienne de l'impôt, 381, rue Kent, Ottawa, Ontario, K1A 0M1.

EST-CE QUE JE DOIS ÊTRE REPRÉSENTÉ PAR UN AVOCAT?

Non. Vous pouvez comparaître en personne ou être représenté par un avocat ou un agent. Cet agent peut être un parent, un ami ou toute autre personne.

Y A-T-IL DES FRAIS SI J'EN APPELLE?

Vous n'avez absolument rien à déboursier ni au moment du dépôt de votre appel ni au moment du procès. Si vous avez besoin de subpoena, le greffier vous en fournira gratuitement.

Si votre appel est rejeté, vous n'aurez aucun frais de cour à payer. Cependant, il vous faudra régler les honoraires de l'avocat ou de l'agent qui vous aura représenté.

SI MON APPEL EST REJETÉ, AI-JE D'AUTRES RECOURS?

Si la Cour canadienne de l'impôt rejette votre appel, vous pouvez vous adresser à la Cour fédérale.

LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT A-T-ELLE D'AUTRES FONCTIONS?

La Cour est surtout chargée d'entendre des appels dans les affaires d'impôt sur le revenu. Mais elle peut par exemple entendre des appels dans des questions se rapportant aux cotisations d'assurance-chômage ou à l'impôt sur les revenus pétroliers.

OÙ PUIS-JE OBTENIR PLUS DE RENSEIGNEMENTS?

Pour en savoir plus, vous pouvez acheter un exemplaire de la nouvelle loi et de ses règles au Centre d'édition du gouvernement du Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0S9 ou l'agent libraire agréé de votre ville.

On peut également vous renseigner à la Cour canadienne de l'impôt, 381, rue Kent, Ottawa, Ontario, K1A 0M1.